



**DECLARATION FNAS FO**

**ANGERS 12 JUIN 2017**

**MOBILISATION EN DEFENSE DE  
LA PROTECTION DE L'ENFANCE**

Aujourd'hui, la volonté gouvernementale serait de « rénover notre modèle social ».

En réalité, c'est la mise à mort programmée de notre modèle social fondé sur les cotisations. Notamment l'assurance maladie, qui est un des financeurs majeurs de notre secteur social et médico-social. En bref, c'est la mise à mort de tout ce qui a fondé la protection sociale collective depuis 1945.

Le programme de MACRON, divulgué la semaine dernière, est la poursuite des politiques d'austérité à grande vitesse. Dans ce programme, les organisations syndicales sont privées de leur caractère d'indépendance pour revendiquer, que ce soit dans la négociation collective comme dans l'action. C'est la marche forcée au corporatisme, à la cogestion et à l'intégration.

La Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIERE considère que la situation dans le Maine et Loire est emblématique de cette régression où des associations reconnues pour leur savoir-faire, leur technicité, leur connaissance de l'accompagnement de jeunes en difficulté sont « démandatées » par leur autorité de contrôle.

A l'heure où le pacte de responsabilité continue son œuvre d'appauvrissement des politiques publiques et sociales, amplifié par les lois de décentralisation, la perte des emplois du secteur se multiplie à la mesure des politiques d'austérité qui se déclinent de multiples façons dans notre champ professionnel : généralisation des CPOM, mélange des financements public-privé avec les Contrats à Impact Social, perte d'habilitation..., bref l'obligation de moyens n'est plus la priorité des autorités de contrôle.

**C'est la logique de performance et de concurrence qui est en marche,  
contre la qualité des prises en charge.**

Depuis des années, les conditions de travail des salariés et les conditions d'accueil des jeunes relevant de la protection de l'Enfance n'ont fait que de se dégrader. Les salariés et leurs organisations n'ont cessé de le dénoncer sans être entendus.

Aujourd'hui, les places des personnes que nous accompagnons ainsi que nos emplois sont menacés, nous revendiquons donc :

- Le financement du secteur à hauteur des besoins,
- Le maintien des emplois, des postes, des places et de tous les établissements,
- Le retrait des décisions du conseil départemental du Maine et Loire,

Et plus largement,

- La défense des diplômes nationaux et un vaste plan de qualification des professionnels du secteur,
- L'abrogation de la loi Travail,
- L'amélioration de toutes les Conventions Collectives,
- Le retrait du « programme Macron ».